

tient au pouvoir grâce à l'appui des États-Unis et à leur aide militaire de 1,3 million de dollars par jour.

Nous avons affaire à un cas où le droit international actuel peut s'appliquer à une situation bien réelle. Il est fort bien que le gouvernement invoque enfin le droit international pour protester contre quelque chose qui, à bien des égards, n'est pas encore arrivé, soit un éventuel conflit armé. Évidemment, il y a toujours une guerre quelque part dans le monde, mais chaque fois que l'occasion se présente de plaider en faveur de l'application ou de l'à-propos du droit international, on ne sait pas la saisir.

On n'a pas su la saisir dans le cas du Salvador, que je viens de signaler. On n'a pas saisi non plus l'occasion de manifester notre respect pour le droit international lorsque les Américains ont envahi le Panama au mépris d'un nombre considérable de lois internationales. Le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures se sont déclarés contre le recours à la violence, mais ne voulaient pas condamner cette infraction au droit international.

On se trouve à mépriser le droit international en passant toujours sous silence le sort fait à l'ancien État souverain du Timor oriental et à son peuple par l'Indonésie, et on ne proteste pas parce que nos relations commerciales avec l'Indonésie nous importent davantage.

J'ai été très troublé l'autre jour d'apprendre que l'Australie avait conclu un contrat ou un accord avec le gouvernement indonésien au sujet d'un territoire maritime qui faisait, semble-t-il, autrefois partie du Timor oriental. Nos amis australiens se trouvent donc à appuyer ainsi les prétentions indonésiennes au Timor oriental, prétentions qui sont manifestement non fondées, compte tenu de la Charte des Nations Unies et du droit des peuples à l'autodétermination.

L'attitude du gouvernement à l'égard du droit international du travail me semble aussi suspecte. Par suite des événements survenus en Roumanie, nous avons appris ces dernières semaines que le réacteur CANDU était construit dans ce pays grâce à ce qu'on peut seulement qualifier d'esclavage.

Initiatives ministérielles

Eh bien, monsieur le Président, le gouvernement veut-il vraiment nous faire croire que les dirigeants d'EACL et les fonctionnaires des ministères pertinents n'étaient pas au courant de ce qui se passait là-bas? Ou le gouvernement préférerait-il fermer les yeux sur une violation du droit international du travail afin d'aider l'industrie nucléaire canadienne? Cette dernière interprétation est fort probablement la bonne.

Les droits de la personne sont encore violés en temps de guerre. Pourtant, que fait le Canada pour empêcher que les conflits de ce type ne se reproduisent, conflits dont traitent à juste titre les protocoles de la convention? À mon avis, le Canada devrait surtout essayer de prévenir ces conflits. Au contraire, à notre grande honte, on sait que le Canada a envenimé ces conflits en vendant des armes à bon nombre des pays qui se trouvaient dans des situations que ces protocoles tentent précisément de corriger.

J'ai ici, devant moi, le dernier numéro de *Ploughshares Monitor*, celui de décembre 1989. Il contient une liste facile à consulter de tous les pays où se déroulent des conflits armés et où existent des documents prouvant qu'il y a eu des ventes directes et indirectes d'armes canadiennes. Je suis soulagé de voir qu'il y a, dans le monde, certains conflits pour lesquels il n'existe pas de preuve de ventes directes ou indirectes d'armes canadiennes. Permettez-moi d'énumérer les pays auxquels le Canada a vendu directement des armes. Preuves à l'appui, nous savons qu'il en a vendu en Colombie par des intermédiaires. Preuves à l'appui également, nous savons qu'il en a vendu directement au Pérou, à Israël, à l'Irlande du Nord et à la Turquie. Preuves à l'appui encore, nous savons qu'il en a vendu par des intermédiaires au Sahara occidental, au Soudan, au Tchad, à l'Ouganda et à l'Angola.

• (1630)

Selon un document, le Canada a vendu par des intermédiaires des armes qui ont servi dans le conflit Iraq-Iran. Il en a directement vendu en Inde où le gouvernement lutte contre des groupes séparatistes et des rebelles religieux. Il en a vendu directement au Mozambique, au